

LE MODÈLE JAPONAIS ET SES RELATIONS AVEC L'ASIE ORIENTALE

INOUE YASUO *

Présenté comme triomphant dans les années 1970 et 1980, le « modèle » japonais serait aujourd'hui en voie d'alignement sur le « modèle » anglo-saxon car, avec la « décennie perdue » des années 1990, il aurait atteint des limites ou plutôt des contradictions que la mondialisation rend désormais insurmontables. Le renversement de la situation a correspondu à l'éclatement désormais connu de la bulle foncière et financière qui s'était formée pendant le « boom Heisei ». Une étude moins idéologique des faits montre qu'il y a bien eu des changements, par exemple sur des points aussi importants que le « système de la banque principale », les relations de type « keiretsu » et, de manière plus fondamentale encore, le compromis social, avec le creusement très sensible des inégalités. Toutefois, sur tous ces points, et en ce qui concerne plus généralement la « gouvernance d'entreprise », on ne saurait parler de disparition mais d'évolution du « modèle japonais », pour la bonne raison que celui-ci conserve des avantages à moyen et long termes. L'analyse conduite ici suivant les axes et avec les concepts de l'« école parisienne » de la régulation suggère trois scénarios : celui du maintien de l'hégémonie américaine, celui de l'affirmation de l'hégémonie chinoise, celui du monde de mandala, sans hégémonie, mais avec une intense coopération productive, technique et financière. Ce troisième scénario permettrait à l'économie japonaise de trouver une nouvelle assise et à l'archipel de jouer un rôle positif dans les affaires du monde.

Depuis plus d'un siècle, la configuration politico-économique de l'ensemble des pays de l'Asie orientale¹ continue de susciter l'intérêt de l'opinion publique au niveau mondial. Alors que jusqu'à la fin des années 1960 le Japon restait le seul pays industrialisé dans la région,

* GRADUATE SCHOOL OF ECONOMICS, NAGOYA CITY UNIVERSITY, JAPON — [inoue_econ.nagoya-cu.ac.jp]

¹ L'Asie orientale recouvre ici l'ensemble incluant le Japon, les NPI (Corée, Taiwan, Singapour, Hong Kng), l'ASEAN (plus précisément ses premiers membres, Thaïlande, Malaysia, Indonésie, Philippines) et la Chine.

nous avons vu apparaître tout d'abord la première génération des nouveaux pays industrialisés (NPI) dans la seconde moitié des années 1970. Cette vague de l'industrialisation n'était pas limitée à l'Asie, elle touchait aussi d'autres régions comme certains pays latino-américains et de la Méditerranée [Lipietz, 1985]. Cependant, par la suite, seuls les pays asiatiques parvinrent à conserver leur compétitivité industrielle. Il s'agissait effectivement de la 4^e génération de l'industrialisation dans l'histoire économique mondiale, après la première génération (Angleterre), la deuxième (Allemagne, France et États-Unis) et la troisième (Italie, Japon, etc.) [Kim, 1988]. Qui aurait pu imaginer le succès soutenu de cette quatrième génération de pays industrialisés dans une après-guerre où le fatalisme concernant la stagnation économique était tout-puissant en Asie ? Ensuite, dans les années 1980, ce fut l'ascension du capitalisme japonais dont la compétitivité se mesurait par le niveau très élevé de l'excédent commercial. Ces performances du Japon suscitèrent des conflits commerciaux avec l'Occident, notamment avec les pays au commerce extérieur déficitaire. Pour éviter l'aggravation du climat commercial, le Japon procéda à la réévaluation importante du yen au milieu des années 1980 et c'est exactement après l'accord du Plaza en 1985 que les entreprises japonaises, grandes ou PME, délocalisèrent massivement en Asie orientale. Le grand événement de cette période fut la croissance économique des quatre NPI (Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong et Singapour) ainsi que la percée des quatre pays fondateurs de l'ASEAN (Thaïlande, Malaisie, Philippines, Indonésie). Cette configuration offensive de l'Asie changea tout d'un coup de nature dans les années 1990. Le choc s'est produit tout d'abord au Japon qui a connu l'éclatement de sa bulle financière tout au début de la période. Ensuite, toujours un choc financier mais d'une nature tout autre perturba les marchés de change de la plupart des NPI, ainsi que de l'ASEAN, en 1997. Cette crise financière en Asie orientale était d'autant plus significative qu'avant la crise, l'euphorie fondée sur l'optimisme du système du marché dominait dans la région. Enfin, ce qui constitue un contraste avec le recul ou la stagnation de certains pays asiatiques, il y eut l'apparition spectaculaire de l'économie chinoise. Celle-ci suit la voie d'une industrialisation rapide et accélérée aujourd'hui encore, trois décennies à peine après son ouverture économique. Qui aurait pu imaginer la rapidité de la percée chinoise même dans les années 1980 ?

Dans cette configuration en mutation rapide et profonde, on peut se demander quel sera son cours à moyen terme. Pour essayer de répondre à cette interrogation majeure, nous allons considérer

ici deux questions : premièrement, où en est le modèle économique japonais ? Comment expliquer sa percée rapide dans les années 1980 et sa chute forcée pendant la « décennie perdue » qui suivit ? Nous soulignerons l'altération de sa régulation² interne qui s'est produite au cours du temps. En second lieu, nous tenterons d'esquisser l'avenir de la configuration politico-économique de l'Asie orientale. Cette problématique se fonde sur l'hypothèse suivante : le problème interne de l'altération du modèle japonais se trouve de plus en plus lié à la configuration des pays voisins. Notre démarche se fondera sur le long terme de l'histoire de cette région. A la fin de l'analyse, nous présenterons plusieurs scénarios possibles à ce sujet.

Où en est le modèle japonais ?

Un peu d'histoire

Ce qui est le plus surprenant dans le modèle japonais, c'est le changement radical de son appréciation par l'opinion publique. Il avait été considéré comme un des modèles remplaçant le fordisme en crise dans les années 1980, bien qu'il y eût à cette époque les autres modèles occidentaux, suédois ou ouest-allemand en particulier. Pourtant, les dix années suivantes constituèrent une « décennie perdue » pour l'économie japonaise et la presse économique semble unanime pour déclarer le déclin décisif du modèle japonais face à la mondialisation toute-puissante. Avant de cerner la raison du changement soudain de l'image du Japon, essayons de rappeler les grands traits du modèle japonais. Il montre à la fois rupture et continuité avec le système japonais d'avant-guerre. La rupture découle de la mise en œuvre d'importantes réformes économiques et politiques au lendemain du conflit, pendant la période de l'occupation alliée. Elles ont toutes favorisé le mouvement populaire vers la modernisation dont le modèle était l'« *american way of life* ». Toutefois, il y avait au fond une continuité très forte avec l'avant-guerre. Il s'agissait notamment

² Le concept clef de l'école de la régulation est le « rapport salarial », à savoir l'ensemble des institutions et rapports couvrant non seulement le procès de production, mais aussi le procès de consommation des travailleurs. Il est important d'indiquer que ce concept est utilisé par la théorie de la régulation avec d'autres formes structurelles. Cf. Boyer 2004, Boyer & Saillard, 2002.

de la structure technocratique centralisée. Les hommes politiques ainsi que les hommes d'affaires ont été accusés d'avoir contribué à la guerre, mais les technocrates ont échappé à cette accusation et cela a rendu possible la très rapide construction technocratique d'après la guerre. Il y avait aussi d'autres aspects de cette continuité : le modèle du « système de la banque principale » trouve son origine pendant la Seconde Guerre mondiale. La préparation de la guerre a contribué à mettre en place plusieurs éléments du modèle japonais, non seulement le système du financement indirect, mais aussi la gouvernance d'entreprise. Dans l'ensemble, le modèle japonais d'après la guerre a été l'amalgame de plusieurs éléments hétérogènes. Toutefois, il y avait une différence très nette par rapport au système dit « Taisho » (1912-1925) [Teranishi, 2003] qui avait été dominé sur le plan économique par le système anglo-saxon. Le financement était direct et le pouvoir des actionnaires sur les entreprises avait été très fort. Ce système avait été mis en place dans l'atmosphère de « Taisho » caractérisée par la conjoncture économique favorable que le Japon avait connue pendant la Première Guerre mondiale et par le mouvement appelé « démocratie de Taisho ». Ce système était fondé sur des valeurs qui s'opposaient à celles de l'après-guerre : concurrence déréglementée, fusions et acquisitions très fréquentes, rôle important du marché financier, etc. L'existence historique du système déréglementé de l'époque « Taisho » deviendra importante lorsqu'on traitera la question de la sortie de crise du modèle.

Les mécanismes macro-économiques sont caractérisés par l'extraction/répartition des gains de productivité industrielle. Durant l'époque fordiste, il s'agissait surtout de l'industrie des biens de consommation durable fordistes, à commencer par les automobiles et l'électroménager. Sur le plan macro-économique, le circuit était le suivant : modernisation de l'équipement industriel → croissance des gains de productivité → profits des entreprises en hausse → salaires industriels en hausse → consommation de masse réalisée → innovations technologiques. Ce mécanisme plutôt classique de l'accumulation du capital avait tout de même engendré des traits fordistes. Sur le moyen et le long termes, l'économie japonaise a connu la société de consommation de masse et la formation de la « classe moyenne » aux alentours des années 1970 [Inoue & Yamada, 2002], car le modèle japonais avait différé avec le fordisme canonique où la macro-économie est dominée par le mouvement simultané des gains de productivité et des salaires réels. Dans les années 1960-1970, l'économie japonaise avait été dominée par l'impératif « le profit des entreprises d'abord, les salaires après ». A un certain moment de l'accumulation, les

deux objectifs différents, à savoir profits et salaires, commencent à se réaliser sans provoquer de contradictions et il faut noter à cette époque l'existence effective d'un mouvement syndical très puissant. Dans le contexte de l'après-guerre, le pays était dominé par l'esprit d'appartenance à l'entreprise, mais, en dépit de cela, les syndicats japonais de l'époque ont été assez puissants pour agir et obtenir satisfaction concernant les revendications salariales. Celles-ci portaient essentiellement sur le niveau du revenu annuel (salaire mensuel + bonus semestriel) et le célèbre « shunto », ou « offensive de printemps », était devenu classique par l'organisation annuelle et coordonnée de grèves sur ces revendications salariales. Le compromis salarial japonais a donc été fondé sur le pouvoir d'achat et les emplois, non sur la durée du travail. De là est né le mythe de l'emploi à vie. Notons toutefois que le système de l'emploi à vie ne concernait qu'une partie du salariat japonais, les travailleurs des grandes entreprises, masculins et réguliers, qui constituaient environ 30 % de l'ensemble des salariés japonais. Cette démocratie salariale avait fonctionné en faveur de ce groupe et beaucoup moins en faveur des salariés des PME. Toutefois, tant que la macro-économie a connu une croissance assez régulière, ceux-ci aussi purent obtenir une partie des gains de productivité, encore qu'ils jouaient évidemment le rôle d'amortisseur de choc lors des récessions périodiques [Boyer & Yamada édit., 2000].

La régulation macro-économique japonaise allait fonctionner de façon continue durant les décennies 1970-1980. Les chocs pétroliers, par lesquels les économies occidentales ont dû passer du boom à la longue récession, ont été pour le Japon l'occasion de marquer son savoir-faire en matière de gains de compétitivité industrielle. En effet, l'économie japonaise a maintenu un rythme relativement élevé du taux de croissance et cela a débouché sur un boom sans précédent à la fin des années 1980. La macro-économie semblait alors en surchauffe, avec un envol inflationniste très net dans les marchés financier et immobilier. Après avoir atteint un niveau des cours très élevé pendant plusieurs années, la bourse de Tokyo a cessé d'être un laboratoire d'alchimie tout au début des années 1990. Elle avait anticipé l'effet de retournement de l'intervention du ministère des Finances en vue de contrôler la surchauffe du marché immobilier, mais le resserrement du robinet financier a provoqué un choc brutal dans la situation de surchauffe macro-économique. Cela a engendré des créances douteuses mais, à l'époque, la plupart des observateurs économiques ont considéré que le problème serait très vite résolu avec l'arrivée de la reprise. Or, la reprise réelle n'est jamais venue, une reprise aussi forte qu'avant, et cette récession prolongée a donné naissance

à de nouvelles créances douteuses. Finalement, l'économie japonaise aura eu besoin d'une décennie pour surmonter le problème de l'accumulation de créances douteuses. Le décor de la macro-économie a changé tout d'un coup de l'inflation rampante à la déflation soutenue. Le problème était essentiellement d'ordre financier [Inoue, 2005], mais, au fur et à mesure, l'ensemble du mécanisme de l'accumulation allait rencontrer des limites. Il devenait assez difficile de maintenir un rythme de croissance toujours très élevé par rapport aux pays occidentaux et, environ dix à quinze ans après ceux-ci, le Japon a connu le passage vers la croissance stable ou modérée. Il lui a fallu cette décennie pour se rendre compte du fait qu'elle ne suivrait plus la même trajectoire qu'avant. Au lieu d'atteindre quantitativement un niveau élevé de croissance, elle a dû améliorer sa rentabilité afin de remplir les conditions de l'efficacité à l'époque de la mondialisation. Avant de terminer cette présentation du modèle japonais, notons qu'il avait été formé dans le cadre national. Malgré le principe du libre-échange, le commerce extérieur avait été très contrôlé par les autorités : tout a été fait pour accroître les exportations de certains biens de consommation durable et les importations avaient été très fortement contrôlées pour le reste des secteurs dont la finance, la distribution, les transports. D'une manière générale, ces trois secteurs ont été étroitement contrôlés par les autorités concernées qui ont mis leurs entreprises à l'écart de la concurrence occidentale. Tant que la macro-économie ne pourra retrouver la trajectoire passée, le modèle japonais rencontrera les limites de son fonctionnement. Afin de cerner l'état de son altération, nous devons entrer dans une discussion plus détaillée de la transformation du modèle japonais.

Le modèle détruit ?...

Au dire de certains, le modèle japonais a été complètement détruit dans le contexte de « la décennie perdue » par le cumul de créances douteuses. Certes, comme nous l'avons vu, il devient très difficile de garder le même modèle alors que la contrainte macro-économique se trouve modifiée. Notre démarche ne consiste donc pas à garder le mythe du modèle dans le contexte présent. Tout simplement, il serait plus prudent de regarder la réalité concrète et cela nous conduira à constater non l'abandon ou la destruction simple du modèle, mais sa transformation.

Tout d'abord, du point de vue du compromis capital/travail, le décor a changé de façon assez radicale depuis cette décennie. Pour améliorer leur rentabilité à court terme, les grandes entreprises

ont procédé à la rationalisation des ressources humaines. Le principe du modèle japonais consistait à éviter le licenciement formel, tout en utilisant d'autres moyens de rationalisation (mutation de poste, détachement dans la filière) en cas de récession. Ce principe avait été efficace dans la mesure où les entreprises optaient pour la stratégie de long terme afin de maximiser leur rentabilité de longue haleine. Or, puisque la croissance macro-économique se stabilise à un rythme très inférieur à ceux de la période précédente, la stratégie de long terme ne se trouve plus toujours adaptée à la réalité. Dans ce contexte, les entreprises ne sont plus enclines à garder leur effectif à tout prix. Avant, la formation et le maintien du marché interne du travail avait été un des grands motifs pour ne pas licencier massivement leurs salariés. C'est donc lors de la « décennie perdue » que la restructuration des ressources humaines s'est complètement banalisée au Japon au point qu'elle est devenue le slogan patronal. Le nombre des salariés réguliers a ainsi décru de près de 40 millions à 30 millions en dix ans, alors que le nombre des travailleurs irréguliers a considérablement augmenté, passant de 10 millions à 20 millions pendant la même période. On prévoit en fait que cette tendance se renforcera au cours de la prochaine décennie. Pour l'heure, est-ce que cela veut dire que les grandes entreprises japonaises ont complètement abandonné leur principe de l'emploi à vie ? Non, répondent-elles. La réalité est la suivante : elles distinguent maintenant deux catégories parmi leurs salariés, le noyau dur et l'effectif marginal. Le noyau dur est la catégorie des travailleurs qui peuvent accéder à la direction et qui sont assurés de l'emploi à vie comme avant. Le discours patronal consiste donc à dire que le principe de l'emploi à vie n'est plus assuré pour tous, mais qu'il reste encore valable en tant que principe. Au-delà du discours patronal, les faits montrent que l'emploi à vie reste encore une valeur positive pour le salariat japonais. Mais le virus de la stratégie du court terme gagne de plus en plus de terrain. La prochaine décennie va donc trancher : ou bien garder le principe du contrat de travail à durée indéterminée ou bien adopter le système du marché externe du travail comme aux États-Unis.

... ou bien, la transformation du compromis salarial ?

La transformation du compromis capital/travail entraîne le changement de l'équilibre de la redistribution du revenu national. On sait que le coefficient de Gini avait été très bas au cours de la haute croissance japonaise. La décennie 1990-2000 a mis en lumière l'accentuation de l'inégalité des revenus au point que le

Japon se trouve classé parmi les pays plutôt inégalitaires suivant le critère de l'OCDE. On assiste actuellement à la bipolarisation du salariat, avec d'une part les « gagnants », qui ont pu valoriser leur savoir-faire technologique dans la période de la révolution informatique. Ils relèvent plus ou moins du soft et hardware informatiques et sont liés au financement direct, au sens où le marché financier devient le moyen privilégié pour le financement des entreprises de ce secteur. D'autre part, ce sont les « perdants » qui n'arrivent pas à avoir des revenus annuels correspondant à l'emploi fixe. Ils relèvent de diverses catégories du marché du travail, personnes d'un certain âge, licenciés économiques de cette décennie qui doivent maintenant se contenter de petits boulots instables dans la distribution et plus largement dans le tertiaire.

Un phénomène récent est celui des jeunes dits « *NEET* » (Not in Employment, Education or Training) dont le nombre augmente de plus en plus. Ils ont entre 20 et 34 ans, sont sans emploi, ne recherchent pas un emploi et ne souhaitent plus travailler. Selon différentes estimations, ils sont actuellement environ 500 à 800 000. Entre 1990 et 2004, le nombre de chômeurs a augmenté de 0,6 à 1,5 million dans la couche des 20 à 34 ans. Le refus de certains jeunes d'entrer dans le marché du travail montre le changement de la mentalité des Japonais, mais il reflète aussi l'effet de la société qui ne prépare plus le terrain favorisant l'insertion des jeunes dans la vie professionnelle. Probablement, les jeunes deviennent des « *NEET* » après avoir cherché en vain, pendant plusieurs années, à travailler après leurs études. Dans le contexte actuel, les emplois précaires se propagent de plus en plus. Le nombre des « *freeters* » (les jeunes sans emploi fixe) était d'environ 2,2 millions en 2003 (ministère japonais de l'Economie et de l'Industrie, 2005).

Les entreprises augmentent le nombre des précaires afin de baisser le coût salarial – pas de charges sociales pour elles –, mais les précaires sont les perdants car leurs salaires sont au-dessous des salaires réguliers. Le principe à travail égal salaire égal n'est pas encore adopté au Japon. Entre « gagnants » et « perdants » du marché du travail se trouvent diverses couches qui se contentent de la baisse de leur revenu annuel. Or, si celle-ci n'est pas brutale, elle s'accumule et représente quelques points de pourcentage du revenu annuel au bout de quelques années. La société n'assure donc plus l'augmentation des revenus ni une échelle des revenus assez égalitaire à l'ensemble des salariés japonais. La différenciation est en progression sur le marché du travail et cela participe du changement sociétal, à savoir le vieillissement de la population. Avant de passer à la question démographique, regardons de près les autres caractéristiques de la transformation du modèle japonais.

Système de financement en mutation

Après le compromis salarial en mutation, il faut noter le changement du système de financement. Le modèle avait été fondé sur le principe de « *main bank* » ou banque principale. Il avait été construit par le financement indirect des grandes entreprises. Or celles-ci enregistrent depuis le milieu des années 1970 des excédents du bilan d'exploitation, ce qui les a conduits à se détacher des banques et a constitué le contexte préparant la dissolution du rapport du « *main bank system* ». La possession réciproque d'actions entre banques et grandes entreprises s'affaiblit aussi dans les années 1990, lorsque les banques ont dû résoudre le problème des créances douteuses. A présent, les grandes entreprises demandent directement au marché financier les capitaux nécessaires à leur investissement en biens d'équipement. D'où l'impression que la nécessité du « *main banking* » a disparu au Japon, impression non fondée à nos yeux. Le « *main banking system* » peut s'appliquer très bien à l'égard des PME, qui n'ont qu'un accès limité au marché des capitaux et ont besoin de l'existence des banques locales. Celles-ci effectuent aussi un monitoring dans le suivi quotidien des affaires des PME. Par ailleurs, après la « décennie perdue », on a commencé à réhabiliter le réseau des filières « *keiretsu* », alors que cette structure avait été dénoncée comme archaïque et inefficace. En fait, certaines compagnies automobiles japonaises ont détruit leurs réseaux de filières pour rompre les liens inefficaces, mais l'exemple du succès continu d'une compagnie comme Toyota signifie qu'il y a aussi des réseaux de PME qui marchent bien. Aussi les concurrents japonais tels Mitsubishi Motors et Nissan essaient-ils de rétablir des relations avec les PME dynamiques. Pour que les banques japonaises entrent en affaires avec les PME, elles doivent changer leur comportement. En effet, le principe du prêt bancaire du modèle japonais était fondé sur des gages immobiliers. Tant que le prix du foncier s'est élevé dans une spirale inflationniste, les banques n'ont demandé comme contrepartie que des biens immobiliers. Ce système de l'étalon foncier a commencé à s'affaiblir au début des années 1990 et depuis, le prix du foncier a continué à baisser dans une spirale déflationniste. Les banques doivent dorénavant examiner elles-mêmes chaque dossier de demande de financement des entreprises. Il faudra encore un certain temps pour que ce nouveau principe s'enracine dans la gestion des banques japonaises.

Gouvernance d'entreprise

La transformation du financement du modèle japonais affecte la gouvernance d'entreprise. On sait qu'elle a été fondée sur la

stabilité des relations entre actionnaires et dirigeants et cette stabilité a été concrétisée par la possession croisée des actions entre les grandes entreprises. Cela a conduit à la formation d'intérêts collectifs autour du « compagnisme » [Boyer & Yamada édit., 2000]. Le rôle principal a été assumé ici par la coalition des dirigeants et salariés, ce qui a eu pour conséquence le marché interne du travail. Ce système de pseudo-communauté fonctionne mal à l'époque de la mondialisation financière, car celle-ci renforce la position des actionnaires. Le contexte change donc brutalement, puisque les intérêts des actionnaires avaient été bien encadrés dans le modèle japonais. Le changement doit être rapide mais il est difficile de changer d'habitude. Le droit commercial a été modifié dans le sens de l'adaptation aux règles de la mondialisation, mais il y a toujours un hiatus entre la loi et la réalité [Miyamoto et al., 2003]. A l'époque de Meiji, le droit commercial avait été codifié selon le modèle allemand, si bien que, dès le début, il y avait un écart entre la réalité du monde des affaires et le code commercial imposé. Les entreprises japonaises ont d'ailleurs une propension à l'autocontrôle depuis bien avant la modernisation de Meiji et cette tradition aura sans doute favorisé la formation du marché interne du travail dans le modèle japonais. Selon le modèle américain introduit au Japon après la guerre, le « *board of directors* » doit surveiller la direction pour que celle-ci ne défavorise pas les intérêts des actionnaires. Tout récemment, des directeurs externes à l'entreprise ont été introduits dans le droit commercial. Cela a été aussi un des effets de la mondialisation en faveur des actionnaires. Institutionnellement, les comptables agréés sont là afin de contrôler le bilan du point de vue professionnel. La règle de jeu de la transparence se trouve parfois négligée afin de sauver les intérêts des entreprises. Dans ce contexte, il est assez difficile d'anticiper la diffusion des fusions et acquisitions hostiles, qui demeurent mal vues. Le problème est qu'il y a la nécessité de fusions et acquisitions amicales pour dynamiser les entreprises.

Le modèle japonais face à la mondialisation

Après avoir fait un tour rapide du modèle japonais, il est temps d'établir un bilan global. On doit réaffirmer le fait qu'il s'agit moins d'un abandon pur et simple du modèle que de son effort d'adaptation à la libéralisation dominante. En effet, tout a commencé à partir du moment où le rythme de la croissance est devenu comparable à ceux des autres pays développés. Dans cette situation, le Japon a dû accepter la nouvelle règle de jeu de la concurrence, la libéralisation. Dans la logique de l'opinion publique, elle est

nécessaire, pour casser les institutions trop rigides et pour créer des profits nouveaux. La société japonaise digère toutefois avec difficulté cette adaptation à la libéralisation. Comme ailleurs, il devient difficile d'élever le niveau de vie de la majorité du peuple. La logique « gagnant-gagnant » du fordisme d'antan ne fonctionne plus aujourd'hui.

Comme nous l'avons vu, l'adaptation à la libéralisation reste assez ambiguë. Pour le noyau dur du salariat japonais, l'emploi à vie demeure encore un point privilégié, la nécessité de « *main banking* » reste très forte pour ce qui, concerne les PME et la gouvernance d'entreprise est encore marquée par le style traditionnel. Au-delà de l'appréciation du modèle japonais, on peut se demander ce que le peuple en pense, à moyen et long termes. Pour la plupart des gens, l'économie doit être efficace et les acquis sociaux doivent en même temps être maintenus. C'est pour cela que la population reste encore fortement attachée au maintien d'un système de protection sociale plutôt européen qu'américain. Ce contexte donne lieu également au débat intergénérationnel sur la question de l'avenir du système de sécurité sociale. Les jeunes semblent peu intéressés à cotiser, sachant qu'ils ne pourront toucher plus tard le niveau de pension actuel. On compte actuellement environ 4 millions de personnes qui ne cotisent pas pour la pension nationale, c'est-à-dire pour toucher la retraite minimum. Un nouveau compromis capital/travail est nécessaire, mais un compromis intergénérationnel est également indispensable pour sortir de la situation actuelle. La politique n'arrive pas à présenter un scénario clair et pertinent, on en reste au bricolage institutionnel. L'actuel gouvernement japonais opte pour la ligne de la libéralisation avec le slogan de la construction d'un État modeste, mais le problème est qu'il n'arrive pas à mettre en place de véritables réformes structurelles soit à cause de la résistance passive des technocrates soit parce que le gouvernement manque d'initiatives. La chose curieuse est que ce gouvernement a obtenu de bons résultats aux élections nationales en été 2005, sur le seul slogan de la privatisation de la poste nationale. Mais au-delà du slogan, on voit mal comment rétablir l'équilibre budgétaire, qui connaît un déficit important. La gestion quotidienne du cabinet se caractérise en fait par la fuite en avant.

On voit bien ainsi les limites du modèle japonais. Celui-ci n'est cependant pas figé, l'économie dépasse les frontières alors que le social et la politique restent dans le cadre national. Il devient de plus en plus difficile de boucler le circuit offre et demande dans le cadre national, le bouclage s'effectue au moins au niveau régional, pour ne pas dire au niveau mondial. On a vu les entreprises

japonaises effectuer des licenciements massifs dans les années 1990, dans le même temps où elles créaient des emplois nouveaux à l'étranger surtout en Asie orientale. Cela signifie qu'il devient maintenant difficile de traiter le modèle japonais sans entrer dans le détail de ses relations avec les pays voisins. Notre analyse à ce propos commence par la perspective à long terme.

Asie orientale, les leçons de la longue durée

Le choc de l'Occident

Comme les recherches historiques l'indiquent, le caractère de l'État est un élément commun aux pays d'Asie du Sud-Est [Shiraishi, 2000]. L'institution étatique y a été introduite et imposée par l'Occident. Avant la colonisation, la région était structurée par le système du tribut centré sur la Chine. A cause de son développement économique, celle-ci était considérée comme le centre de l'Asie aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles. Le système tributaire a probablement perduré pendant un certain temps durant le ^{xx}^e siècle et se réalisait à travers la soumission des petits pays et par le truchement des marchands chinois d'outre-mer. Au cours du ^{xix}^e siècle, l'Asie du Sud-Est a connu deux programmes de colonisation : le premier était le modèle néerlandais d'occupation directe, une occupation militaire destinée à défaire la société indigène, cependant que le modèle britannique de colonisation, qui s'établit à la fin du ^{xix}^e et au début du ^{xx}^e siècle, était une occupation indirecte avec des flux commerciaux fondés sur le libéralisme d'Adam Smith. Ce nouvel ordre commercial avait également besoin de la coopération des marchands chinois d'outre-mer. Le ^{xix}^e siècle marqua ainsi la transition de l'ordre du *mandala*³ [Wolters, 1982] à l'ordre mondial structuré en États. On peut alors comprendre la situation à la fin du ^{xix}^e siècle : les États existaient mais étaient influencés par la colonisation occidentale dont la domination se réalisait avec l'assistance des marchands chinois ou d'autres marchands indigènes [Kagotani].

³ *Mandala* est un terme sanskrit utilisé dans les manuels indiens de gouvernement et il signifie « le cercle des rois ». L'organisation de l'espace en *mandala* n'était pas nécessairement synonyme d'oppression. Dans chacun de ces *mandalas*, un roi ayant autorité divine « universelle » exerçait une hégémonie personnelle sur les autres souverains de son « cercle », qui étaient en théorie ses alliés obéissants et ses vassaux.

L'État imposé

Plusieurs petits pays existaient, sans solides institutions étatiques. C'était bien un monde en *mandala* qui définissait l'ordre régional avant le xx^e siècle, en nette différence avec l'Europe occidentale où l'hégémonie de l'État moderne domina la période ouverte par la révolution industrielle et accéléra le développement capitaliste. Les contacts de l'Asie orientale avec l'Europe s'établirent sous le régime de la *Pax Britannica*. Ce fut une période de domination impérialiste, avec des relations de domination et de dépendance entre l'Europe et l'Asie orientale, mais des réseaux locaux de marchands autochtones existaient aussi, si bien que le taux de croissance du commerce intra asiatique (5,5 %) était supérieur à celui des échanges entre l'Asie orientale et l'Europe (3,8 % par an) [Sugihara, 1996]⁴.

A la suite des deux guerres mondiales, la stratégie hégémonique passa du style britannique au style américain. Après 1945, la région intégra des éléments du mode de vie américain, considérés comme emblématiques de la modernisation. En ce sens, le concept de fordisme fut également introduit dans l'opinion publique. C'était là la conséquence de l'occupation militaire américaine, mais l'accomplissement du programme fordiste n'a jamais été automatique ni linéaire et, entre les débuts du xx^e siècle et les années 1960, la région se caractérisait plutôt par la stagnation économique.

La mémoire historique nous autorise à dire deux choses à propos de la géopolitique extrême-orientale. La première est la relative jeunesse du concept d'État en Asie du Sud-Est. Celui s'est imposé comme concept de par le choc de l'Occident et le xx^e siècle fut, pour l'Asie orientale, la période de légitimation de l'État moderne et de l'industrialisation compressée. Ces points clefs diffèrent largement du cours de l'histoire occidentale. Cela signifie qu'il y a d'autres questions à prendre en compte au-delà de la différence entre pays développés et pays en développement, différence fondée sur le taux de croissance du PIB. L'autre question concerne le « monde en *mandala* ». Avant que le système étatique ne fût introduit, l'Asie du Sud-Est était composée d'une alliance de

⁴ Les besoins de l'Occident entraînaient les exportations extrême-orientales de matières premières, créant ce que l'on appelle la première division internationale du travail. Ces exportations, par la demande finale qu'elles induisaient (augmentation incrémentale de la demande finale des paysans et des travailleurs), entraînaient une augmentation de la consommation, par exemple de vêtements. Ce fut le début du type « industrialisation avec production de masse » [Sugihara, 1996].

petits rois et cette alliance peut nous suggérer quelques idées pour notre époque. Enfin, la notion de fordisme était présente dès les débuts du xx^e siècle, le symbole de la modernisation a été introduit il y a déjà un siècle.

Trois scénarios

Dix ans après la crise asiatique de 1997-1998

En premier lieu, quelle était la nature de la crise de 1997-1998 ? Il nous faut répondre à cette question pour clarifier la configuration actuelle de l'Asie orientale. Comme cela a été reconnu, la crise asiatique fut une grande crise, une crise structurelle. Qu'est-ce que cela signifie ? La crise a révélé un problème structurel, à savoir que les systèmes de financement nationaux ont été perturbés par les capitaux internationaux à court terme. Quand ces capitaux envahirent les pays asiatiques et ouvrirent les systèmes financiers nationaux, cela fut très utile parce que ces pays avaient des besoins en capitaux alors qu'ils étaient en période de boom, mais cet afflux de capitaux spéculatifs s'arrêta de façon brutale et massive. Il en résulta une panique financière, accompagnée de désordres sur les marchés financiers. Les systèmes nationaux de financement furent bloqués. Le processus était bien connu et les faiblesses de ces systèmes furent critiquées par les institutions économiques internationales, dont la thèse mettait l'accent sur la nécessité de la modernisation desdits systèmes. Mais la crise asiatique ne découlait pas simplement d'un problème financier structurel, elle révélait en fait les limites du modèle de développement de certains pays, comme la Corée du Sud [Inoue, 1999, 2000]. Cela signifiait que la crise ne pouvait être surmontée sans une restructuration draconienne de ces économies nationales. Dans une vision développementaliste, tous les pays avaient été socialement mobilisés pour un taux de croissance élevé au cours des trente années précédentes, ce que l'Occident caractérisa comme un boom fordiste. Le médiateur fondamental de cette stratégie avait été l'État central qui avait un rôle hégémonique et avait pris l'initiative de l'industrialisation. L'État avait également un rôle d'intermédiaire entre les agents économiques puisque toutes les institutions économiques avaient été prudemment établies par l'administration centrale. En Corée du Sud, le processus était clair : l'État, qui contrôlait le système financier par sa politique d'allocation du crédit, collaborait étroitement avec les grands groupes ou *chaebols*, ce qui réduisait les coûts de transaction et accroissait l'efficacité du capital [Hattori et al., 2001].

Le processus en chaîne était vertueux, à condition que le développement fût continu, mais il y avait une limite. Probablement après le rattrapage de certains secteurs industriels, la macro-économie nationale manifesta des symptômes de maturité : les agents économiques demandaient davantage, les travailleurs en premier lieu, qui pouvaient exciper de la durable ignorance de leurs besoins, et les actionnaires eu égard à leur position légitime dans les entreprises. La structure macro-économique se transformait donc, mais les institutions économiques ne changeaient point et, comme il était peu probable que les institutions économiques disparaîtraient brusquement, on pouvait présager une grande crise d'instabilité en Asie orientale. C'est ainsi que nous analysons la crise asiatique [Ikeo et al., 2001, Fukagawa, 1997]. Les formes de la crise différaient certes d'un pays à l'autre. Parmi les pays de l'ASEAN, la Thaïlande se caractérisait par les limites du modèle antérieur de développement qui, avec sa concentration sur Bangkok, connaissait de nombreuses contradictions sociales et économiques. De plus, la compétitivité des exportations devait être accrue pour faire face à la concurrence chinoise. En Indonésie, la crise asiatique en vint à signifier la fin du modèle autoritaire de développement. Les sacrifices qui en découlèrent furent considérables, mais un désordre social durable fut évité. La stabilité n'est pas encore rétablie et le procès de développement est à la recherche d'une nouvelle légitimité. La Malaisie se trouva également coincée entre les nouvelles économies émergentes et la Chine dans la concurrence mondiale. Le filet de sécurité sociale n'y avait pas encore été établi, il n'y avait pas d'assurance-chômage afin, selon les autorités gouvernementales, de maximiser l'efficacité économique [Hatsuoka et al., 1998, Teranishi édit. 2003].

La crise a accentué le déséquilibre des revenus. Si l'on établit le revenu indonésien à l'indice 1, on avait en 1996 la Corée du Sud à 9,8, Singapour à 21,8, la Malaisie à 4,0, la Thaïlande à 2,6, les Philippines à 1 et la Chine à 0,6. En 2002, la Corée du Sud était à 12,2, Singapour à 25,5, la Malaisie à 4,7, la Thaïlande à 2,4, les Philippines à 1,2 et la Chine à 1,2. L'éventail des revenus s'est élargi. Plusieurs pays n'ont pas retrouvé le revenu par tête d'avant la crise, parce que celui-ci dépendait du taux de change de la monnaie nationale avec le dollar US. Entre 1996 et 2002, le PIB/hab. (1996 = 100) est passé à 87,7 en Corée du Sud, 82,7 à Singapour, 82,5 en Malaisie, 66,0 en Thaïlande, 82,9 aux Philippines, 70,6 en Indonésie. La Chine est une exception, avec 143,7 [Kinoshita, 2004].

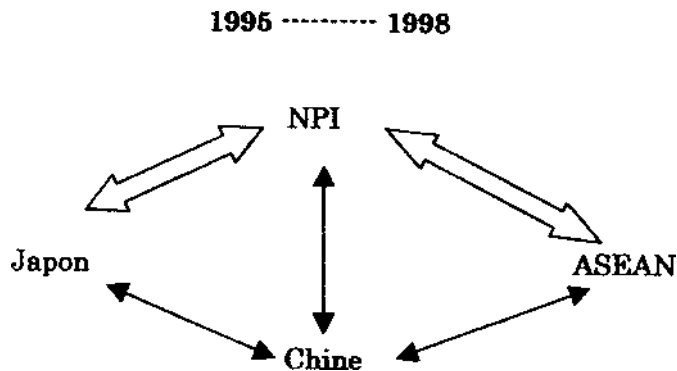
L'héritage positif et négatif du développementalisme

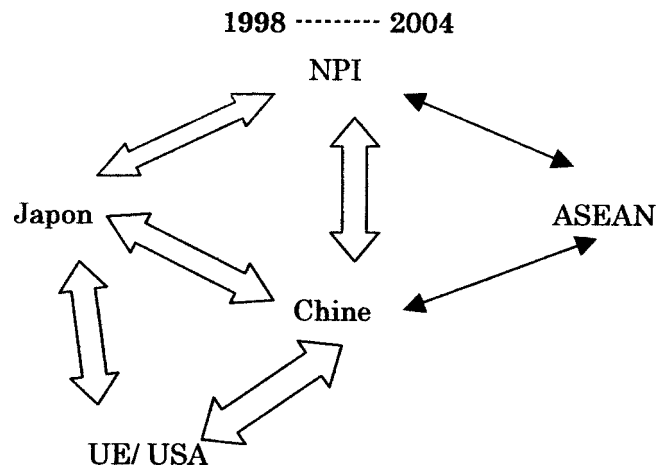
Nous pouvons maintenant examiner la signification de la crise asiatique avec le recul de dix ans. Le développement avait des

côtés positifs – la croissance durable et l'augmentation des emplois industriels -, mais il y avait des aspects négatifs au sens où la crise asiatique a démontré l'importance d'un filet de protection sociale. En Corée du Sud, le système de protection sociale nouvellement institué ne défendait pas les démunis et la classe moyenne fut affectée par l'augmentation du taux de chômage. C'est pourquoi la revendication sociale s'est orientée vers l'amélioration du filet de protection sociale. En Thaïlande, on en était encore à discuter de l'instauration d'un tel filet, ce qui signifiait qu'en temps de crise, c'était aux individus de se protéger eux-mêmes. La famille était l'unique refuge des démunis. Il était clair que, confronté à un grand choc social, l'État n'était pas en mesure d'apporter une aide à toutes les personnes dans le besoin. C'est évidemment là l'aspect négatif du développementalisme, l'illustration du fait que les besoins du citoyen lambda avaient été compromis ou ignorés [Suehiro, 2002].

Cela signifie que nous devons mettre l'importance du processus d'industrialisation en perspective [Yoshida, 2000]. Cela semble être la leçon de ces vingt dernières années. Or, nous avons observé simultanément l'ascension rapide de la Chine dans l'économie mondiale. Cet événement s'est produit juste avant et juste après la crise asiatique : amplification de l'importance mondiale de l'économie chinoise et, dans le même temps, affaiblissement du rôle international des pays de l'ASEAN (cf. figure).

Fig. Transformation de la configuration extrême-orientale





Qu'est-ce qui est aujourd'hui socialement et économiquement nécessaire à l'Asie orientale ?

Si nous pouvions analyser l'actuelle configuration dans ces termes, l'avenir de l'Asie orientale serait fait d'opportunités et d'instabilité. Les facteurs clefs sont la situation de la classe moyenne et le filet de protection sociale. Nous savons que les processus de croissance économique, de création d'emplois et d'augmentation des salaires, de formation de la classe moyenne et de démocratisation politique ne sont pas automatiques. Cela tient au fait que la classe moyenne souhaite conserver les positions acquises par elle et qu'en conséquence, elle adopte des positions politiques conservatrices, comme cela a été prouvé dans plusieurs pays. Mais la crise asiatique a démontré aussi que la classe moyenne pouvait souffrir de l'inexistence d'un filet de protection sociale, si bien que le point décisif devient la détermination de ce filet. Cette question est centrale au niveau mondial : les organisations internationales, comme la Banque mondiale, proposent un filet de protection neutre [Banque mondiale, 2001], qui aurait un faible impact sur la redistribution des revenus. Énoncée par les économistes néoclassiques, cette idée s'est incrustée dans les opinions publiques mais elle reste éloignée des réalités.

Ce programme orienté vers le marché est l'une des options, il en existe une autre, plus institutionnelle, qui dépasserait les défauts des mécanismes du marché. Par exemple, la banque

mondiale recommande des réformes de la gouvernance d'entreprise afin que celle-ci devienne plus transparente. Or, en dépit de cette transparence, l'économie capitaliste n'a pas éliminé les risques de gestion. La firme du modèle A ne représente pas la seule option pour le capitalisme, comme l'a prouvé la diversité des formes du capitalisme au xx^e siècle. La firme existant pour le seul profit de ses actionnaires n'est pas le seul modèle économique. Comme les économies nationales sont fondées sur l'expérience historique, il s'avère difficile de construire une bâtisse uniforme. Ce qui est urgent pour l'Asie orientale c'est de procéder à une réelle réforme structurelle, d'établir une nouvelle articulation entre l'industrie manufacturière et le système financier. Pour constituer une puissance manufacturière compétitive, il serait nécessaire d'élever le système de formation des qualifications. Une organisation du travail plus élaborée et/ou une industrialisation plus orientée vers la technologie, l'intensité capitaliste et le savoir devrait en être les pièces maîtresses. Chaque pays doit gravir les échelons de l'avantage comparatif dynamique mais ici, le vieux modèle du vol d'ois sauvages n'est plus nécessairement adapté à la situation présente [Inoue & Petit, 2004]. Il n'est plus exceptionnel de voir une grande entreprise japonaise être dépassée par des transnationales asiatiques dans le classement en termes de bénéfices⁵. Le programme d'élévation des qualifications exige une implication profonde des travailleurs dans l'entreprise, ce qui fait qu'un compromis axé sur le marché, sans investissement conséquent dans la force de travail mais avec pour objectif la recherche de la baisse des coûts, ne serait pas adaptée. C'est la raison pour laquelle nous proposons un compromis plus institutionnel, qui réserverait aux travailleurs d'importants bénéfices sociaux [Hatsuoka et al., 1998, Teranishi édit. 2003].

Juste après la crise, la Banque mondiale a publié son analyse qui est clairement fondée sur le marché des capitaux et les

⁵ Les bénéfices de Samsung ont récemment dépassé ceux de Sony. On dit que la stratégie de Samsung, qui avait beaucoup souffert de la crise asiatique, est brusquement passée du style japonais au style américain. Le style de gestion à la japonaise a été un élément important dans le processus de rattrapage industriel, mais face à la concurrence avec les entreprises mondialisées, l'organisation à la japonaise perd l'efficacité nécessaire à des prises de décision dynamiques. Ce fut notamment le cas avec les semi-conducteurs et les circuits intégrés. Aujourd'hui, le sommet de la hiérarchie de Samsung prend rapidement ses décisions, après une enquête prospective systématique des marchés.

intérêts des actionnaires. Selon elle, si la gouvernance d'entreprise était corrigée et la structure des entreprises rendue plus transparente, la convalescence deviendrait plus sûre :

«... des changements structurels rapides dans l'économie réelle demandaient des améliorations dans la gouvernance des entreprises, et pour cela le marché financier est important. L'absence de marché de capitaux bien développés signifiait que la surveillance (*monitoring*) des firmes restait de la responsabilité des banques et n'était pas complétée par d'autres institutions financières. Le déséquilibre des systèmes financiers signifiait également que la diversification des risques était insuffisante, ce qui amplifia les chocs qui frappèrent les systèmes bancaires... La faiblesse peut-être la plus grande était le développement institutionnel limité des banques.

La principale leçon de la crise asiatique est qu'il est important d'adopter une approche intégrée des questions de la gouvernance et du financement. Le faible système de gouvernance a contribué à la présente crise financière en protégeant les banques, les sociétés financières et les entreprises de la discipline du marché. Plutôt que d'assurer une supervision (*oversight*) interne et de permettre une surveillance (*monitoring*) externe, la gouvernance d'entreprise se caractérisait par l'inconsistance des conseils d'administration, une faible surveillance interne, des informations financières peu crédibles, une communication inadéquate, le laxisme des mesures de mise en conformité, des vérifications des comptes de mauvaise qualité. Ces problèmes sont mis en évidence par les pertes non déclarées et les engagements sous-estimés. Les régulateurs responsables de la surveillance et de la supervision de telles pratiques ne sont pas parvenus à détecter les faiblesses et à prendre à temps les mesures correctives. »⁶

Les organismes internationaux recommandent le modèle anglo-saxon de gouvernance des entreprises et cela s'applique aussi au modèle japonais de gestion. De fait, dans le contexte de la « décennie perdue » des années 1990, des économistes font reporter la responsabilité à ce style de gestion : le compromis entre les salariés et leurs entreprises n'est plus valable à une époque où c'est l'intérêt des actionnaires qui doit prévaloir. Si le modèle anglo-saxon est suivi, les intérêts des travailleurs seront ignorés ou minorés par la gouvernance d'entreprise et cela sera dangereux pour les firmes, car celles-ci reposent sur un équilibre entre agents

⁶ Banque mondiale, 1998, pp. 34-35, 67-68.

économiques. Aux États-Unis où le marché du travail est flexible, plus de 10 % de la population active a adopté l'« actionnariat des salariés », ce qui signifie que la stabilité du nœud salaire/travail est nécessaire pour les directions [Motoyama, 2003]. L'emploi à vie est vivement critiqué au Japon aujourd'hui, mais l'importance du contrôle des salariés sur la gestion est également réhabilitée par certains économistes [Itami, 2000].

La configuration actuelle de l'Asie orientale

Une dizaine d'années après la crise asiatique, l'aire extrême-orientale est quelque peu perturbée par la croissance économique chinoise. Le modèle du vol d'oies sauvages a une faible validité parce que l'industrialisation chinoise est de grande envergure, depuis l'assemblage simple sur la chaîne de montage jusqu'à des procès de fabrication très complexes. Les entreprises nationales chinoises occupent les premiers rangs de la production de certains biens électroniques, ce qui signifie que la Chine n'est pas seulement l'atelier de la planète, mais aussi un producteur de biens de hautes technologies sophistiquées. De plus, si la croissance économique se révèle durable, le marché chinois s'élargira considérablement, pour devenir l'un des plus importants du monde. La Chine ajoute à son rôle économique un rôle géopolitique et, en sus de la Russie, le partenaire régional des États-Unis sera probablement la Chine. Aussi pouvons-nous présenter trois scénarios pour le long terme de la région. Les deux premiers sont respectivement américain et chinois, alors que le troisième serait formé par la fédération des États petits et moyens.

Premier scénario

Il se caractérise par l'hégémonie américaine. Celle-ci pourrait s'accroître par la dépendance militaire des alliés et utiliser la finance high tech pour pénétrer davantage chaque pays. Tous les grands secteurs non manufacturiers se réfèreraient à un « standard mondial » et ces standards dicteraient une évolution universelle, mais il seraient toujours combinés et unis aux intérêts propres des États-Unis. En d'autres termes, les standards mondiaux seraient la cristallisation des intérêts américains et les racines de l'unilatéralisme américain se trouvent dans le standard universel *made in USA*. Ce premier scénario est le prolongement du programme fordiste, une alternative au modèle britannique qui avait été établi en Asie orientale aux débuts du xx^e siècle. A cette différence fondamentale près que c'est avec le fordisme d'antan que les États-Unis ont perdu leur primauté manufacturière. Ce scénario reflète

le glissement du centre de gravité économique du secteur manufacturier au secteur financier, de Detroit à Wall Street. Comme l'avait fait le Royaume-Uni à la fin du XIX^e siècle, les États-Unis ont adopté un modèle financier d'économie, entraîné par les NTIC. Cela peut bien fournir le schéma futur des économies développées, mais avec l'extrême instabilité qui caractérise les systèmes financiers. Ainsi, une crise financière pourrait devenir une crise mondiale par contamination. Ce scénario est intrinsèquement fragile.

Sur le plan financier, il est clair que les États-Unis dominent l'Asie orientale. La région dispose de secteurs financiers importants, mais toute la région reste sous la domination du dollar US. Le yen et les monnaies extrême-orientales ne peuvent par exemple pas être converties entre elles sans passer par le taux entre l'USD et les monnaies nationales d'Extrême-Orient. Même s'ils restent les premiers débiteurs de la planète, les EU ne modifieront pas leur politique des changes, car ils entendent exploiter au maximum le privilège de seigneurage du dollar. Aussi serait-il opportun d'édifier un marché asiatique des capitaux à long terme, car cela affecterait certainement la dépendance vis-à-vis des États-Unis. Nous savons que l'économie américaine est étroitement liée aux économies asiatiques dont elle importe de grandes quantités de produits manufacturés. En retour, l'Asie orientale exporte son épargne pour acheter des bons du Trésor américain, ce qui permet aux États-Unis de financer leurs déficits, celui de l'État et celui des ménages.

Le système de coopération réciproque établi après la crise asiatique forme actuelle d'accord monétaire international de l'Asie orientale, constitue un premier pas vers une véritable intégration régionale. Pour que le processus soit plus assuré, cette coopération devrait être complétée par des efforts de la part de chacun des gouvernements nationaux, mais des efforts supra nationaux devraient également être accomplis afin de dépasser les barrières des intérêts nationaux. Les leçons de l'Union européenne sont à cet égard importantes. La bureaucratie de Bruxelles constitue un pouvoir équivalent au moins au gouvernement d'un des États membres, et cela est utile pour résoudre les conflits entre intérêts nationaux. En Asie orientale, il n'existe aucune institution comparable, ce qui rend difficile la résolution des conflits. L'ASEAN existe certes, mais elle se limite principalement aux questions de développement.

Deuxième scénario

Le deuxième scénario est celui de l'hégémonie chinoise. La Chine n'est pas encore une super puissance. Toutefois, si le rythme de sa croissance économique est maintenu, elle deviendra

non seulement l'usine de la planète, mais également un marché de consommation énorme. La Chine utiliserait un système complexe de réseaux productifs exploitant la différence des coûts du facteur travail. Ces réseaux internes s'élargiraient à l'échelle de l'Asie orientale et le récent accord sur la création d'une « aire de libre échange » (ALE) entre la Chine et l'ASEAN est à cet égard important. En dépit des risques compétitifs, la Chine a décidé de pénétrer les pays de l'ASEAN afin d'élargir ses débouchés et les opportunités productives. Si l'on tient compte du niveau technique actuel de la Chine, l'avantage compétitif ne restera pas longtemps statique et il est tout à fait concevable que la Chine devienne un jour une super puissance. La seule condition à ce scénario est la stabilité interne de la Chine [Gen Z., 2002]. Comment le pays pourra-t-il concilier la légitimité du Parti communiste avec celle de l'économie de marché, c'est là la question décisive. En d'autres termes, la Chine doit élaborer les institutions économiques et sociales nécessaires à l'atterrissage en douceur de sa croissance ultra rapide. La question clef est la suivante. Dans un premier schéma, la conjonction macro-économique serait : exportations compétitives -> augmentation des exportations -> excédents commerciaux -> boom du marché intérieur moderne -> hausse des importations -> déficit de la balance commerciale. Dans le second schéma, la conjonction serait : augmentation de la production pour le marché intérieur/boom -> investissements pour le développement économique des régions -> élévation du niveau de vie de la population. Dans le premier cas, la Chine resterait un simple pays exportateur créateur de conflits commerciaux. Le second cas serait clairement préférable pour un compromis sociétal, mais il ne peut se réaliser spontanément par les mécanismes du marché. Il y faudrait un réseau institutionnel solide, afin de mettre en place la structure économique.

Dans l'avenir proche, la Chine sera confrontée à ses problèmes internes. Les distorsions économiques régionales doivent être résorbées afin d'assurer la cohérence de l'État et cela exigerait un New Deal chinois de développement des infrastructures sociales. Seul le gouvernement central est en mesure de prendre l'initiative de cette stratégie et, en ce sens aussi, les finances du gouvernement central doivent être renforcées, car elles sont insuffisantes pour couvrir tous les investissements sociaux. Un autre problème interne concerne la légitimité du Parti communiste. L'économie chinoise de transition au marché a les faveurs du monde intellectuel et ce modèle de transition graduelle peut être avantageusement comparé au modèle du *big bang* russe. Du moins à l'heure actuelle, mais l'actuel compromis salarial reste fragile et ne se maintient que grâce à la croissance ultra rapide. La création d'emplois est

préférée à l'augmentation des salaires et à l'élévation générale du niveau de vie. L'extension critique du compromis salarial se produira en Chine, comme elle s'est produite en Corée du Sud et à Taiwan dans les années 1980.

L'hégémonie chinoise pourrait se réaliser si les Américains cédaient volontairement leur position hégémonique au nouveau leader asiatique, mais il reste difficile, au vu de l'actuelle stratégie américaine, d'imaginer une telle altération de la super puissance. A cet égard, la relation entre la Chine et Taiwan pose un problème sérieux. Officiellement, les EU ne reconnaissent qu'une seule Chine, mais continuent de vendre des armements à Taiwan. Les États-Unis ont la ferme volonté de conserver leur hégémonie et l'hégémonie chinoise ne pourrait éventuellement s'établir qu'à travers une négociation avec les Américains pour que ceux-ci accordent une certaine autonomie à la Chine. Les excédents commerciaux chinois sont passés de 30 à 160 milliards de dollars US entre 1991 et 2004. Ils constituent l'arrière-plan de la réévaluation de la monnaie chinoise en 2005, un geste minime en direction de la partie américaine, puisque le yuan n'a été réévalué que de 2 %, mais qui marque une nouvelle ère dans les relations diplomatiques sino-américaines. Si cela se confirmait, un régime géopolitique d'après-guerre froide pourrait s'établir en Asie orientale, encore qu'un nouveau facteur d'instabilité de ce scénario viendrait du contrôle de l'hégémonie militaire chinoise. La puissance militaire pourrait en effet donner naissance à un nouvel unilatéralisme, avec cette fois-ci la Chine pour foyer. Le fait que le passage de relais entre super puissances aura été pacifique ne serait pas une garantie suffisante. On se souviendra que le passage de relais entre le Royaume-Uni et les États-Unis, en Asie orientale au début du xx^e siècle, n'avait de fait pas été aisé.

Troisième scénario

Les deux premiers scénarios ont un point commun, ils minorent la position du Japon. Il n'y aurait rien d'étonnant à ce que cette puissance moyenne n'exerce pas une hégémonie mondiale. Le Japon conserverait ses capacités d'innovation manufacturière, mais ne serait pas le champion dans tous les domaines économiques. Le point d'achoppement dans les accords de libre-échange du Japon est la clause d'exception agricole – c'est le cas avec Singapour –, ce qui signifie que l'archipel ne réalise pas pleinement les avantages comparatifs. Si le Japon reste isolé de l'Asie orientale, il connaîtra un long et progressif déclin. Afin de sortir de son isolement, il lui faut construire un régime régional de

coopération. Sans dépendre des EU ou de la Chine, il pourrait prendre des initiatives pour consolider ses relations géopolitiques et géo-économiques avec ses voisins. Une des questions décisives est la constitution d'un panier de monnaies pour les échanges en lieu et place du standard fondé sur le dollar. Après la crise de 1997-1998, les pays d'Asie orientale ont continué à accrocher leurs monnaies au dollar, s'exposant ainsi à de nouvelles crises monétaires internationales. Il est urgent de constituer un marché des capitaux en Extrême-Orient afin de permettre un flux de capitaux à l'intérieur de la région et, comme l'Union européenne, l'Asie orientale aurait un centre autonome des capitaux, à l'instar de New York. Ce régime de coopération donnerait à chaque pays des opportunités de développement économique sans avoir à dépendre d'une super puissance. Ce serait un monde renouvelé de *mandala* en Asie orientale, « renouvelé » du fait de l'existence aujourd'hui de l'État moderne. Les relations économiques seraient composées de réseaux productifs hiérarchisés, allant des branches à haut quotient de main-d'œuvre aux branches capitalistiques et à haut quotient de matière grise. Sur cette base productive, des institutions de redistribution des revenus seraient introduites au niveau national et au niveau régional. L'efficacité productive évoluerait vers l'équité de la croissance économique. Pour y parvenir à l'échelle régionale, il faudrait d'abord y parvenir au niveau d'un groupe de pays. Un véritable multilatéralisme prendrait ainsi corps.

Conclusion

Nous voudrions, pour terminer, expliquer une des exigences induites par ce programme de coopération extrême-orientale, à savoir le lancement d'un nouveau type de plan Marshall social et économique pour le XXI^e siècle. La crise asiatique de 1997-1998 a souligné la nécessité de solutions aux niveaux national et international. La préoccupation vient de ce que ces problèmes sont étroitement reliés les uns aux autres. Ainsi, le plan international comprend trois domaines principaux, monnaie, travail⁷ et environnement [Inoue & Yamada, 2002], qui ne sont pourtant

⁷ Un des traits principaux du nœud salarial en Asie orientale est sa flexibilité nationale et transnationale. Des flux de migrants existent entre les régions à faibles revenus et les régions à hauts revenus. Ces flux sont modelés par des configurations internes et externes. A l'intérieur, il s'agit de l'exode rural, en particulier en Chine où entre 90 et

traités que dans des cadres nationaux. C'est la raison pour laquelle il importe de parvenir à des accords régionaux. Le plus crucial des problèmes nationaux est celui du chômage. La crise asiatique a laissé pour message qu'il faut établir des réseaux de sécurité sociale pour les chômeurs, avec la perspective de débats animés sur la combinaison possible des réseaux à orientation publique et des réseaux à orientation privée.

Ce problème est également relié au régime de la croissance économique. Il est urgent que celle-ci s'oriente vers la satisfaction des besoins intérieurs, si l'on veut en finir avec l'instabilité des économies tirées par les exportations. Pour ce faire, la stabilité interne des pays de la région est capitale. Une des principales contradictions de l'industrialisation compressée est le déséquilibre entre les régions rurales et les régions urbaines, entre l'agriculture et l'industrie. Les inégalités régionales sont un problème crucial pour de nombreux pays, et notamment la Chine ; les contrastes traditionnels de la Corée sont également bien connus ; en Thaïlande, le développement focalisé sur Bangkok contribue fortement à l'accentuation des disparités régionales. La nouvelle croissance centrée sur les marchés intérieurs ne devrait pas être la simple consommation de produits sophistiqués, mais devrait s'orienter en priorité vers l'investissement en capital social ou investissement humain. Parvenir à ce type de croissance au niveau régional assurerait un avenir solide aux économies extrême-orientales.

Enfin, le Japon et certains pays comme la Corée du Sud, Taiwan et la Chine sont concernés par le vieillissement de la société. La trajectoire est commune car, après la période de croissance économique rapide, l'économie nationale atteint des limites démographiques : le vieillissement et la baisse du taux de natalité. Cela signifie qu'il ne suffit plus d'offrir de nouveaux emplois pour préserver la cohérence sociétale. Aussi convient-il que le style de la croissance économique passe du quantitatif au

100 millions de personnes forment une masse de migrants entre l'ouest et l'est du pays. La Thaïlande et la Malaisie acceptent l'immigration et, en même temps, exportent de la main-d'œuvre vers des pays à hauts revenus. En Malaisie, il y a environ 2 millions d'immigrés, y compris les clandestins, soit 20 % des actifs en 2000. A Singapour, ils sont 600 000 et représentaient 30 % des actifs à la même date. Les Philippines offrent un exemple extrême par l'exportation de 5 millions de personnes, surtout des femmes, qui travaillent à l'étranger. L'institutionnalisation de ce nœud salarial transnational constitue un des points cruciaux de la régulation sociale en Asie orientale.

qualitatif, ce qui implique le choix social de la construction d'un « *Welfare state* » dans le contexte de la régionalisation [Kim 2003, Lin 2003, Osawa et al. 2004, Uemura 2004, Usami 2003, Théret 1997, 1999]. Le modèle américain de l'« État-providence » peut s'imposer à l'ensemble de la région ; le modèle européen peut être préféré par les sociétés de la région ; une troisième voie pourrait être inventée. Cela sera peut-être la bifurcation de la prochaine décennie.

Références

Nous remercions Robert Boyer pour ses commentaires à propos des 2^e et 3^e parties de cet article, mais la responsabilité de la rédaction incombe entièrement à son auteur.

- Boyer, R. (2004) : *Théorie de la régulation*, La Découverte.
- & Saillard, Y. (2002) : *Regulation Theory, the state of the art*, Routledge.
- & Yamada, T. (2000), sous la dir., *Japanese Capitalism in Crisis, a regulationist approach*, Routledge.
- Fukagawa, Y. (1997) : *L'économie développée de la Corée du Sud*, Nihonkeizai Shinbunsha (en japonais).
- Gen, Z. (2002) : *L'économie moderne de la Chine 2*, Presses universitaires de Nagoya (en japonais).
- Hatsuoka, S. et al. (1998) : *Vers la justice sociale en Asie*, Nippon hyoronsha (en japonais).
- Keizai kenkyujo [Centre d'études économiques] (en japonais).
- Hattori, T. et al. (2001) : *Anatomie de l'économie sud-coréenne*, Bunshindo (en japonais).
- Ikeo, K. et al. (2001) : *Analyse institutionnelle et comparative des systèmes économiques japonais et coréen*, Nihon Keizai Shinbunsha (en japonais).
- Inoue, Y. (1994) : « Trajectoires nationales d'industrialisation de la Corée du Sud et de Taïwan », in *Japon in extenso*, n° 32-33.
- (1999) : « La crise asiatique et son impact sur les nouveaux pays industrialisés de la 2^e et 3^e générations », in Le Van C. et Mazier, J. [sous la dir.], *L'économie vietnamienne et la crise asiatique*, L'Harmattan.
- (2000) : « Beyond the East Asian economic crisis » in *Japanese Capitalism in crisis*, [sous la dir. de R. Boyer et T. Yamada], Routledge.
- & Yamada, T. (2002) « Japan, demythologizing regulation », in Boyer & Saillard, *Regulation Theory*, Routledge.

- & Petit, P. (2004) : *Investissements directs étrangers et intégration régionale en Asie de l'Est*, à paraître.
- (2005) : « Le rapport salarial reconsidéré au Japon », in E. Dourille-Feer & Nishikawa J. [sous la dir.] *La finance et la monnaie à l'âge de la mondialisation*, L'Harmattan.
- Itami, H. (2000) : *La gouvernance d'entreprise japonaise*, Nihon Keizai Shinbunsha (en japonais).
- Ministère de l'Économie et de l'Industrie (2002, 2005), *Livre blanc* (en japonais).
- Secrétariat du gouvernement (2002) : *Livre blanc sur l'économie mondiale* (en japonais).
- JETRO (2003) : *White Paper* (en anglais).
- Kagotani, N. (2000) : *L'Ordre commercial international de l'Asie et le Japon moderne*, Nagoya University Press (en japonais).
- Kim, C. (2003) *Formation de l'État providence en Corée du Sud* in Usamai (2003), en japonais.
- Kim, Y. (1988) : *L'industrialisation de l'Asie orientale et le capitalisme mondial*, Toyo Keizai Shinposha, (en japonais).
- Kinoshita, T. (2004) : *Vers la communauté de l'Asie orientale*, 5 février 2004, in Nihon Keizai shinbun, (en japonais).
- Lin, Chen-wei (2003) *État réorganisé et formation d'un Etat-providence émergent à Taïwan* », in Usami (2003), en japonais.
- (2004), « *Le processus politique d'établissement du système de sécurité sociale à Taïwan et en Corée du Sud* », in Osawa et al. « *Stratégies de protection sociale en Asie* », Minerva shobo (en japonais).
- Lipietz, A. (1985) : « *Mirages et miracles* », Maspéro.
- Minami, R. (1992) : « *Le développement économique du Japon* », 2^e édit. Toyokeizai shinposha, (en japonais).
- Miyamoto, M. et al. (2003) « *A propos du capitalisme japonais : analyses actuelles et perspectives* », Yushikaku, (en japonais).
- Motoyama, Y. (2003) : « *ESOP Plan d'achat des actions par les employés* », Springer-Verlag Tokyo, (en japonais).
- Osawa, M. et al. (2004) : « *Stratégies de protection sociale en Asie* », Minerva shobo (en japonais).
- Suehiro, A. (2002) : « *Réformes des institutions et restructuration des entreprises en Thaïlande* », Institute of Developing Economies, Tokyo (en japonais).
- Shiraishi, T. (2000) : « *L'Empire maritime* », Chukoshinsho (en japonais).
- Sugihara, K. (2003), « *Le développement de la zone économique Asie-Pacifique* », Osaka University Press (en japonais).
- Teranishi, J. (2003) : « *Le système économique japonais* », Iwanami shoten (en japonais).

- sous la dir. (2003) : « *Filet de protection sociale en Asie* », Keisoshobo (en japonais).
- Théret, B. (1997) : « *Protection sociale et fédéralisme* », PUM
- (1999) : « *The socio-political dimensions of the currency : implications for the transition to the Euro* », in « *Journal of Consumer policy* », 22 (1-2).
- Uemura, Y. (2004) « *État-providence en Asie orientale* », in Osawa et al. « *Stratégies de protection sociale en Asie orientale* », Minerva shobo (en japonais).
- Usami, K. (2003) : « *États-providence émergents : étude comparative Asie et Amérique* », Institute of Developing Economies, Tokyo (en japonais).
- Wolters, O.W. (1982) : « *History, Culture and Region in Southeast Asian Perspectives* », Singapour, Institute of Southeast Asian Studies.
- Banque mondiale (1998) : « *East Asia, road to recovery* » (Asie orientale, la voie du rétablissement »).
- (2001) : « *Social Protection Sector Strategy : From Safety Net to Springboard* » (Stratégie du secteur de la protection sociale : du filet de protection au tremplin »).
- Yoshida, K. (2002) : « *L'autoritarisme développeur et la démocratie en Asie* », Nihonhyoronsha (en japonais).